

Une campagne rocambolesque pour une élection sur le fil

D'affaires judiciaires en tentatives d'assassinat, de fragilités physiques en retrait de campagne, le scénario convenu de l'élection présidentielle américaine a fait place à une dramaturgie inédite qui a relancé la course à la Maison Blanche.

Maryse BUTEL, membre du comité de rédaction de *D&L*

La campagne pour l'élection présidentielle du 5 novembre prochain⁽¹⁾ demeure exceptionnelle dans l'histoire des Etats-Unis par sa brièveté et ses rebondissements. Initiée selon un processus codifié avec des primaires jouées d'avance en janvier, elle bascule après le débat calamiteux de juin, qui révèle les limites physiques de Joe Biden, rebondit avec la première tentative d'assassinat perpétrée sur Donald Trump et précipite la candidature de Kamala Harris, après le désistement du Président. Ce séisme politique dynamise le Parti démocrate et bouscule alors le statut de favori de D. Trump. A l'annonce du retrait de Joe Biden⁽²⁾, la vice-Présidente suscite l'espoir et devient l'objet d'un engouement électrisé, tant elle symbolise le renouveau attendu. Point d'orgue de cette euphorie réjouissante, la convention d'investiture de la mi-août à Chicago exalte son discours optimiste et tourné vers l'avenir. Le slogan de campagne en est l'illustration : « Il n'y aura pas de retour en arrière »⁽³⁾.

Alors que les inquiétudes sur l'âge de Joe Biden éclipsaient le débat politique, l'en-

trée en lice de K. Harris redonne des couleurs au camp démocrate, qui rattrape son retard dans les sondages. Aussitôt sa candidature déclarée, un renversement spectaculaire s'opère et elle passe en tête des intentions de vote dans l'ensemble du pays et dans trois des Etats-clés, le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin. La position des démocrates semble alors consolidée, bien que les mesures statistiques confirment que la course présidentielle demeure incertaine.

Deux candidats, deux visions du monde

Née d'une mère indienne et d'un père jamaïcain à Oakland, en Californie, K. Harris exerce la fonction de procureur, puis est élue sénatrice de l'Etat avant d'être choisie et élue vice-Présidente de Joe Biden. Son rôle la maintenant dans l'ombre du Président, elle est affligée d'une médiocre popularité jusqu'à ce qu'elle se révèle être une candidate offensive et adulée. Au cours du débat où elle s'est âprement

opposée à D. Trump à la mi-septembre, sa personnalité charismatique et enthousiaste laisse apparaître ses potentielles compétences de Présidente. Quoique son programme politique ne semble pas totalement établi, elle s'illustre dans la défense des droits des femmes et des minorités, et prône la justice environnementale.

Tim Walz, l'actuel gouverneur du Minnesota, est choisi pour être son colistier. Cet homme affable, issu du monde rural, est un ancien professeur de géographie et entraîneur sportif de 60 ans qui incarne l'Américain moyen des régions pauvres et agricoles. Il défend depuis longtemps les droits LGBTQ+ et le droit à la fécondation in vitro. Lors de leurs meetings de campagne, leur duo rencontre un véritable succès.

Chez les républicains, malgré ses fausses accusations d'une élection volée et l'invasion du Capitole par ses partisans, D. Trump a fait main basse sur le parti et s'appuie sur une base électorale solide. Alors qu'il fait face à des démêlés judiciaires et des condamnations, la dyna-

« Donald Trump a fait main basse sur le Parti républicain et s'appuie sur une base électorale solide. Alors qu'il fait face à des démêlés judiciaires et des condamnations, la dynamique en faveur d'une rivale bien plus jeune que lui l'agace... Il continue de faire usage d'une rhétorique violente et s'embourbe dans des mensonges éhontés en permanence. »

(1) Cet article a été rédigé fin septembre 2024.

(2) Le 21 juillet 2024 Joe Biden annonce retirer sa candidature dans une lettre adressée aux Américains, après que les démocrates l'exhortent pendant des semaines à ne pas se présenter à la présidentielle.

(3) Son slogan est « We're not going back ».

(4) L'assurance santé perdrait ainsi 20 % d'utilisateurs.



Aussitôt la candidature de Kamala Harris déclarée, un renversement spectaculaire s'est opéré et elle est passée en tête des intentions de vote dans l'ensemble du pays et dans trois des Etats-clés. La position des démocrates semble consolidée, bien que les mesures statistiques confirment que la course présidentielle demeure incertaine.

massives d'étrangers complèteraient ce sombre tableau.

En qualité de vice-Présidente, K. Harris est tenue pour comptable du bilan de Joe Biden et doit assumer, justifier et défendre les choix politiques qu'il a faits.

Un bilan économique positif pour Joe Biden

La présidence Biden qui débute en janvier 2021 est marquée par la crise de la Covid-19, qui fera un million de morts. Afin de juguler la récession qui s'ensuit, les démocrates investissent des milliards de dollars dans plusieurs plans de sauvetage de l'économie. L'American Rescue Plan Act soutient financièrement les ménages, l'enseignement supérieur et les collectivités locales. L'Infrastructure Investment and Jobs Act vise à moderniser les infrastructures vieillissantes du pays et à améliorer la vie quotidienne des gens. Enfin l'Inflation Reduction Act s'attaque à l'inflation, laquelle s'est envolée à 8 % en 2022, selon le FMI, et au climat. Son budget de trois-cent-soixante-dix-milliards d'euros met la transition énergétique et les énergies vertes au cœur de la relance économique du pays, en positionnant les énergies renouvelables au deuxième rang des énergies américaines. Les panneaux solaires et les éoliennes qui fleurissent au Texas fournissent près d'un quart de la demande d'électricité du pays. Un second volet de la loi est dédié à la réduction des prix des médicaments du Medicare par des négociations avec les laboratoires. Assurément bénéfiques, ces trois plans d'investissement ambitieux n'auront vraisemblablement d'impact qu'à moyen ou à long terme.

Les accomplissements en faveur du climat sont nombreux. Dès le premier jour, Joe Biden réintègre son pays au sein de l'accord de Paris, révoque le permis d'exploitation de l'oléoduc Keystone XL, instaure des normes plus sévères restreignant les

mique en faveur d'une rivale bien plus jeune que lui, susceptible de lui damer le pion, l'agace. Il continue de faire usage d'une rhétorique violente, d'accusations sans fondements et s'embourbe dans des mensonges éhontés en permanence.

Le jeune sénateur de l'Ohio J. D. Vance est le candidat à la vice-présidence. Connus pour ses prises de position ultraconservatrices, notamment envers les femmes, il est favorable à de nouvelles restrictions fédérales à l'avortement. Ses déclarations sont ouvertement outrancières.

Contrairement à l'élection de 2016, D. Trump souscrit à un programme politique intitulé « Agenda 47 », qui reprend les mesures phares de l'inquiétant « Project 2025 », un projet radical qui présente une vision sombre et dystopique de l'Amérique sous la conduite des démocrates. Bien

qu'il se défende de vouloir appliquer ce programme de neuf-cents pages, la très large majorité des contributeurs appartenaient à son administration et la plupart font toujours partie de son équipe actuelle. Les points essentiels concernent la hausse des impôts pour les plus démunis et leur baisse pour les plus riches, la limite de temps d'accès au programme de santé Medicaid⁽⁴⁾, l'abrogation des deux lois de Biden sur les énergies vertes et les infrastructures, l'interdiction de la pilule abortive et un élargissement conséquent des pouvoirs du Président. Le démantèlement des ministères de l'Education, du Commerce et de la Justice, le remplacement de milliers de fonctionnaires par des partisans républicains et les expulsions

« La prochaine élection va se jouer dans une poignée d'Etats-clés, grâce aux voix de quelques milliers d'électeurs indécis. Alors que Donald Trump et Kamala Harris sont au coude-à-coude dans les sondages, ce sont eux qui vont probablement décider de l'élection et exprimer leur choix à partir des questions économiques. »

émissions des centrales au charbon et les émissions de gaz à effet de serre, et sanctuarise de vastes territoires de l'Alaska. Mais paradoxalement, pour contrecarrer la hausse des prix de l'essence⁽⁵⁾ qui a suivi l'invasion de l'Ukraine, il relance la production américaine de pétrole, qui atteint alors un niveau inégalé.

Trois ans plus tard, Joe Biden est parvenu à maintenir l'économie du pays à flot. La croissance atteint 2,5 % en 2023, selon le FMI, l'inflation est en net repli à 2,5 % en août et le taux de chômage⁽⁶⁾ se situe au plancher historique de 4,3 % de la population active.

Toutefois, malgré la vigueur de l'économie, la majorité des Américains désapprouvent ce bilan. La cause en est l'inflation galopante sur les prix de l'alimentaire⁽⁷⁾, qui ont augmenté de 20 % sans discontinuer depuis 2021, sur les prix de l'essence et de l'immobilier. L'accès à la propriété, autrefois abordable, est devenu impossible pour bon nombre de jeunes Américains.

Sur la scène internationale, malgré le chaos provoqué par le retrait précipité des forces américaines de l'Afghanistan et la dégradation de son image, Joe Biden s'emploie à restaurer la place centrale des Etats-Unis sur l'échiquier mondial en soulignant les alliances comme l'Otan. Il

rétablit le clivage entre les démocraties et les régimes autoritaires, compose avec la Russie et la Chine et noue de nouveaux accords dans la région pacifique. Il assure la protection américaine en Europe avec le soutien à l'Ukraine, fournissant armes et argent en quantité.

Une politique migratoire défailante

Sur le plan intérieur, Joe Biden révoque le décret controversé qui interdisait l'entrée sur le territoire américain aux ressortissants de sept pays musulmans mais il échoue à sécuriser les frontières, à lutter contre l'immigration illégale et à enrayer la montée des violences dans le pays. Depuis 2021, les entrées irrégulières sur le territoire américain ont atteint des sommets, avec un record de deux-cent-cinquante-mille migrants à la frontière mexicaine en décembre 2023, et sa tentative de légiférer sur le sujet s'est heurtée à l'intransigeance des républicains à la Chambre. Depuis, il a préconisé un durcissement de la loi et poursuit la construction du mur à la frontière, reprenant l'antienne républicaine.

Alors que les fusillades de masse perdurent, le Président enregistre un succès relatif concernant les armes à feu. Il réussit à faire adopter l'un des seuls projets de loi en près de trente ans restreignant leur accès⁽⁸⁾ et annonce la création de l'Office of Gun Violence Prevention, qui aide les Etats à appliquer une législation plus sévère et à mieux accompagner les victimes de violences par arme à feu.

La nomination de Ketanji Brown Jackson, la première femme noire juge à la Cour suprême, est également à mettre au crédit du Président, bien que la plus haute institution judiciaire, devenue un bastion conservateur depuis la nomination de trois juges par D. Trump, se soit déconsidérée aux yeux des Américains et que la majorité d'entre eux exprime un avis défavorable, notamment depuis la révocation du droit à l'avortement en 2022⁽⁹⁾ et les positions très conservatrices adoptées récemment.

La lutte contre l'inflation pour l'amélioration de la situation économique, le respect des institutions démocratiques, l'implication des Etats-Unis dans les guerres en Ukraine et à Gaza, la poursuite de la transition énergétique du pays, le droit à l'avortement, K. Harris entend répondre à tous ces défis et elle s'est d'abord saisie de la question primordiale des droits procréatifs des femmes. Pour annuler les restrictions ou l'interdiction de l'IVG dans vingt-et-un Etats, la candidate a fermement pris position pour un accès universel à l'avortement et a accéléré l'autorisation de la pilule contraceptive sans ordonnance. Elle espère mobiliser l'électorat sur ce sujet et provoquer un effet aussi galvanisant que lors des élections de mi-mandat en 2022.

K. Harris souhaite également affronter la crise sans précédent de l'immobilier⁽¹⁰⁾, avec le coût exorbitant des constructions et la hausse des loyers. Pour l'endiguer, elle promet la création de trois-millions de logements supplémentaires.

Là où va se jouer l'élection présidentielle

Dans une Amérique très divisée et gangrénée par la violence politique, deux visions de la société s'affronteront, en novembre prochain. Il est difficile de savoir si la vision optimiste de K. Harris aura raison du discours incendiaire de D. Trump. Certains signes sont encourageants. Plus d'une centaine d'officiels du Parti républicain viennent de publier une lettre dans laquelle ils désavouent D. Trump, considérant qu'il est « *inapte à la fonction de Président* », et déclarent vouloir voter pour la candidate démocrate.

Comme souvent, la prochaine élection va se jouer dans une poignée d'Etats-clés, grâce aux voix de quelques milliers d'électeurs indécis. Alors que D. Trump et K. Harris sont au coude-à-coude dans les sondages, ce sont eux qui vont probablement décider de l'élection et exprimer leur choix à partir des questions économiques. Le scrutin est déterminant pour les démocrates qui doivent montrer leur capacité à résoudre les questions centrales traitant de l'amélioration des conditions économiques, et de l'inflation en particulier, ainsi que la gestion de la crise migratoire. Car l'enjeu est non seulement de gagner la course présidentielle mais aussi de renforcer la majorité au Sénat et de reprendre le contrôle de la Chambre des représentants. ●

(5) Le prix de l'essence avoisine la barre symbolique des 3 \$ le gallon (un gallon = 3,8 litres) dans plusieurs Etats.

(6) Le taux de chômage avait bondi à 14,7 % en avril 2020 à cause de la pandémie, selon l'institut de données économiques Trading Economics.

(7) L'alimentation représente 11 % du budget des ménages (Pew Research Center).

(8) Le Bipartisan Safer Communities Act renforce la vérification des antécédents qui précède l'achat d'une arme.

(9) 47 % des Américains expriment une opinion favorable sur la Cour, tandis que 51 % ont une opinion défavorable (soit moins 23 % par rapport à août 2020). Seulement 24 % des démocrates ont une opinion favorable, ce qui représente la part la plus faible depuis trente ans.

(10) Depuis 2020, le prix de l'immobilier a augmenté de 47 %, les loyers ont augmenté de 30,4 % entre 2019 et 2023 et la moitié des Américains dépensent plus de 30 % de leurs revenus en loyer. Six-cent-cinquante-trois-mille-cent personnes sont sans logement en 2023, et les expulsions sont supérieures à celles durant la Covid.